

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Dernière semaine avant le premier tour des législatives. Qui croire des spécialistes du Point ou de ceux du Nouvel Observateur dont les prévisions sont contradictoires ? En toute hypothèse selon les premiers la majorité doit l'emporter. Selon les seconds, il y a des chances sérieuses pour la gauche...

De ces calculs savants, une seule conclusion nous paraît s'imposer : ces élections sont un jeu, un jeu de hasard, d'où sortira d'ici quinze jours le sort du pays. De ce jeu, on amuse les citoyens, en les persuadant qu'ils tiennent réellement en main leur propre destin.

Quelle dérision ! Quel homme de bonne foi et de bonne volonté ne peut ressentir un douloureux malaise face au spectacle de la télévision où les chefs des factions tentent de se présenter sous leur meilleur jour. Au théâtre, ils seraient tous sifflés et hués comme des mauvais acteurs.

On nous accordera ce mérite d'avoir, tout au long de ces semaines d'agitation, maintenu le débat à un certain niveau. Nous avons donné la parole à des leaders politiques de tendances très diverses dans la mesure où leur projet rejoignait l'intérêt du pays et les meilleures aspirations des citoyens.

Il se trouve que tout cela se trouvait en dehors des joutes électorales. C'est une preuve entre mille que le véritable avenir du pays, loin de sortir de ces consultations illusives, viendra d'un mouvement révolutionnaire profond qui rendra à l'Etat sa dignité et au peuple ses pouvoirs.

N.A.F.

contestation - élections

vote et taïs-toi !

les compagnons orphelins

entretiens avec
jacques debu-bridel
et philippe de saint-robert

pages 4 et 5

contribuable ou citoyen ?

L'égalité devant l'impôt ? Ce n'est qu'un argument électoral, un mythe quotidiennement démenti.

Durant un dimanche entier, négligeant l'appel de la campagne ou toute autre distraction, quelques millions de Français se sont penchés sur une double feuille, imprimée cette année sur fond vert. Avec, au dos, quelques lignes manuscrites, rédigées par M. Giscard d'Estaing, le grand maître des Finances de la République, le patron de tous les percepteurs.

Eh oui, il s'agit bien de l'annuelle « déclaration des revenus » ! Relisons donc ces quelques lignes de M. Giscard d'Estaing. « Je vous remercie d'avoir rempli ce formulaire, qui permettra à l'ordinateur d'établir votre déclaration d'impôts... » Merveilleux. Le grand responsable n'est plus tel ou tel homme, ce n'est même plus un gouvernement, un régime, une institution, c'est un ordinateur ! Continuons. « Nous étudions actuellement un modèle plus moderne, qui vous dispensera de tout calcul... » Très fort ! L'impôt indolore. Le rêve de chaque gouvernement. Contribuable et content, voilà le sort de tout Français d'ici peu.

UN PROBLEME TOUJOURS DELICAT

Mais parfois le hasard fait bien les choses. Ainsi il y a quelque temps, M. Messmer déclarait : « Nous n'avons pas l'intention d'augmenter les impôts en 1974 ». Cette petite phrase vient à point nommé. Elle recouvre une réalité que peu de commentateurs ont véritablement abordée. Il n'est pas fréquent, en effet, que des élections législatives se déroulent dans le même temps que l'établissement d'une déclaration des revenus. Comment réagira celui qui devrait être un citoyen et qui est devenu un administré, un assuré, un consommateur, un contribuable, bref un colonisé ? Le problème est simple : pour réaliser un programme politique, il faut de l'argent, beaucoup d'argent, or c'est le contribuable qui le fournit. Doit-il accepter de le faire les yeux fermés ?

Bien sûr, depuis le « *vae victis* » lancé par Brennus aux Romains, on sait que le vaincu a toujours payé tribut au vainqueur. Lever l'impôt est le signe le plus tangible de domination. Lever l'impôt, c'est toucher aux fruits du travail, aux moyens de subsistance, aux économies difficilement constituées. Au fil des âges, cette antique manifestation de la puissance de l'Etat s'est policée, organisée. L'impôt est entré dans les mœurs. Mais la plus constante, la plus fondamentale de toutes les revendications a toujours été de pouvoir décider de l'emploi de cette contribution aux dépenses collectives. Ainsi en France nombre de villes « votaient l'impôt » et savaient résister aux pressions du pouvoir central ; en ce temps, l'homme de la cité était loin d'être « *tallable et corvéable à merci* ». Pourtant un nombre croissant d'injustices, de situations aberrantes motivèrent pour une bonne part la révolte de 1789 qui devint rapidement une Révolution. Ainsi l'égalité était proclamée. Ainsi les Français décideraient, par l'intermédiaire de leurs représentants, du montant de l'impôt, de son affectation. Voilà bien la justification première, le fondement de toute

représentation parlementaire. Mais le temps passe et cette belle vision s'estompe comme un mirage trompeur.

L'INEGALITE DE FAIT

L'égalité devant l'impôt ? Argument électoral, mythe quotidiennement démenti. Un rapide examen de la structure des recettes publiques de l'Etat suffit à démontrer le contraire :

Loi de Finances pour 1972

Recettes	
Impôts sur le revenu des ménages	18 %
Impôts sur les sociétés	10 %
Impôts sur la fortune	5 %
Impôts sur la consommation	58 %
soit T.V.A. (43 %)	
Tabacs et droits (5 %)	
Douanes et pétroles (8 %)	
Taxe sur les salaires (2 %)	
Autres recettes	9 %

Que signifient ces chiffres ? Eh bien que les recettes de l'Etat viennent pour la majeure partie des taxes sur la consommation. Taxes s'appliquant à tous avec les mêmes taux. Que l'on soit riche ou pauvre, on paiera 33 % de T.V.A. sur une voiture neuve. Mais cette taxe représentera, selon les cas, une fraction marginale du revenu ou l'équivalent d'un mois de salaire ! C'est ce qu'officiellement on nomme « l'atténuation des inégalités de revenus par l'impôt ». Le jeu combiné des impôts sur le revenu et des impôts sur la consommation entraîne une inégalité croissante de la charge fiscale, mais dans un sens totalement inverse à celui que la majorité des Français appelle de ses vœux. L'impôt sur le revenu, impôt progressif dans son principe, est principalement supporté en fait par les catégories sociales aux revenus moyens. Alors qu'en 1962 les ouvriers supportaient 6,7 % de cet impôt, leur cotisation est passée à 10,1 % en 1969. Le poids effectif de cet impôt est beaucoup plus faible qu'il ne paraît. Rien de contestable en cela s'il n'épargnait du même coup les plus hauts revenus.

Mais au moins chaque Français peut, par ses représentants, décider de l'affectation de son impôt, affirme-t-on. Rien de plus inexact. Lorsqu'on sait comment le budget est établi, comment il est discuté, comment il est voté, on s'aperçoit qu'en fait cette belle affirmation ne doit plus faire illusion.

Alors ? Faut-il encourager un nouveau mouvement poujadiste ? Refuser de payer l'impôt, faire sauter les perceptions ? Cette éventualité n'est pas à négliger mais de telles attaques sont pour le moins mal dirigées. Ce n'est pas les perceptions qu'il faut faire sauter mais le carcan administratif. Ce n'est pas les députés qu'il faut changer, mais le régime, le système qui vit de cette situation.

Que les Français puissent enfin, en hommes libres, en citoyens, voter leur impôt, le refuser s'ils le jugent bon, décider de son affectation. Voilà l'objectif. Et le moyen ? Se donner l'institution qui fasse resurgir les libertés, l'institution qui, de par sa nature même, n'ait pas à pâtir de leur exercice. L'inégalité devant l'impôt a été le moteur d'une Révolution, elle pourra bientôt l'être d'une autre.

P. D'AYMERIES.

l'affaire pétain

Non seulement un procédé douteux, mais aussi une faute politique.

« Pétain au cœur de la campagne électorale », se réjouit Rivarol. Il n'y a pas de quoi ! La personnalité de Philippe Pétain, son rôle durant les deux guerres mondiales, n'ont suscité que trop de fascinations et de haines. Pétain, depuis trente ans, est l'instrument et la victime d'une lutte partisane entre Français. La solution définitive concernant la sépulture du Maréchal, quelle qu'elle soit, ne peut être admissible que si elle tire un trait radical sur cette guerre franco-française.

Après le commando imbécile de la semaine dernière, nous n'en prenons pas le chemin. Faire prendre le maquis à un cercueil pour réaliser une inhumation « pirate » n'est pas seulement un procédé douteux. Il est, sur le plan politique, le meilleur moyen pour attiser toutes les passions.

Mais les auteurs du coup ont-ils seulement songé à raisonner en politiques ? Ils seraient plutôt des mystiques hallucinés ou des émigrés de l'intérieur.

Hubert Massol est un bon spécimen de la première catégorie. Elevé dans une hagiographie passionnelle du Maréchal, il s'est pris pour une sorte de Croisé désireux de mettre ses pas dans ceux du martyr Philippe Pétain. Dommage que cette croisade ait tourné en pantalonade.

M. Boux de Casson, ancien député P.S.F. de la Vendée, inscrit, de 1936 à 1940, à la Fédération républicaine de Xavier Vallat, ancien délégué départemental à l'Information au temps de l'Etat français, est lui un « zombie » politique depuis l'épuration qui a accompagné la Libération. Il n'a jamais pu réintégrer le Palais-Bourbon, malgré plusieurs tentatives. Il a défilé toutes ses nostalgies dans l'opération-cercueil.

La translation grandguignolesque des cendres du Maréchal aura du moins permis de dresser le constat de décès politique de l'extrême-droite caractérielle.

Quant à nous, nous souhaitons que le silence et la paix reviennent sur cette tombe stupidement rouverte. Nous serons compris, nous n'en doutons pas, aussi bien par ceux qui ont suivi le Maréchal pour protéger la France du pire que par ceux qui se sont engagés dans la Résistance pour sauver l'honneur et l'indépendance de la France.

Arnaud FABRE.

la
semaine prochaine.
la naf
sera rédigée
la nuit des élections :
nos commentaires
du premier tour

**après
le premier conseil
national de la naf**

**COMMUNIQUE
DU COMITÉ DIRECTEUR**
Dans sa séance du 25 février, le Comité Directeur a, sur proposition du Conseil National, coopté trois nouveaux membres.
La nouvelle composition du Comité Directeur est la suivante :

M. Georges-Paul WAGNER,
président

M. Yves LEMAIGNEN,
vice-président

Mlle Yolande de PRUNELE
MM. Yvan AUMONT

Hervé CATTÀ
Nicolas KAYANAKIS
Gérard LECLERC
Michel LEDOYEN
Christian de MAILLARD
Bertrand RENOUVIN
Jean TOUBLANC
Philippe VILLARET

radioscopie du gaullisme

Hélas, il n'y eut pas passage de l'idée à cet acte qui seul aurait été à la dimension de l'Histoire, de la tragédie du Temps.

Comment ne pas se souvenir qu'aux origines du gaullisme se trouve une certaine idée de la France, ce culte même pour Notre Dame la France, qui par-delà le Mont Valérien dressé comme une prière, entendaient rendre à un peuple la fierté de son histoire et la maîtrise de son destin ? Le malheur a voulu que la guerre civile, par deux fois, ait donné à ce culte un relent de secte. Du moins, parlons ou adversaires, lorsqu'ils veulent comprendre le sens de l'aventure où De Gaulle avait engagé sa vie et son peuple, sont obligés de se référer à des textes qui sont des témoignages.

« Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France », est-il écrit au début des *Mémoires de Guerre*. Et cette idée-là explique le 18 juin 1940, la Résistance, Bir-Hakeim et Strasbourg.

Au début des mémoires d'Espoir, c'est évidemment le même patronage qui est invoqué : *« La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent. Mais elle demeure elle-même au long du temps... Aussi l'Etat, qui répond de la France, est-il en charge, à la fois, de son héritage d'hier, de ses intérêts d'aujourd'hui et de ses espoirs de demain. »* Ces lignes circonscrivent très étroitement ce qui donne à l'Etat sa légitimité. En cas de péril public, la nécessité de cette conformité de l'Etat au destin de la patrie s'impose : *« Dès lors, pour un pouvoir, la légitimité procède du sentiment qu'il inspire et qu'il a d'incorporer l'unité et la continuité nationales quand la patrie est en danger. »*

Cette conception de la légitimité de l'Etat n'a été que fort peu étudiée et présentée dans sa vérité. Beaucoup de partisans ont voulu la ramener à la légitimité démocratique, la volonté générale rousseauiste alors qu'elle en constituait l'antithèse. Ce qui a pu tromper amis ou ennemis, c'est l'appel au peuple, le recours au référendum et les gloses qui l'accompagnaient (et qui n'étaient d'ailleurs pas du général).

La légitimité gaullienne n'est pas la légitimité démocratique dans la mesure où, pour De Gaulle, la volonté populaire n'est pas au principe, au commencement. Elle est seconde, elle est toute de consentement à une histoire. Et une histoire qui n'est pas majuscule (l'Histoire des idéalistes systématiques du XIX^e siècle), dans la mesure où c'est celle de la France, personne vivante

survie du passé, se perpétuant dans le présent avec la volonté de rester elle-même, de ne pas s'abîmer dans le néant.

Si le peuple reconnaît De Gaulle, ce n'est pas parce qu'il l'a choisi, mais parce que l'histoire l'a choisi, la France l'a choisi : *« Mais moi, c'est sans droit héréditaire, sans plébiscite, sans élection, au seul appel impératif mais muet de la France, que j'ai été naguère conduit à prendre en charge sa défense, son unité et son destin. Si j'y assume à présent la fonction suprême, c'est parce que je suis, depuis lors, consacré comme son recours. Il y a là un fait qui, à côté des littérales dispositions constitutionnelles, s'impose à tous et à moi-même. »* Si l'on pèse chacun de ces mots, on ne comprend pas que les vestales de la démocratie n'aient pas poussé des cris plus perçants.

Au fond, De Gaulle méprisait toute constitution, et aussi bien celle qu'il avait créée. Celle de la V^e République constituait un moyen entre ses mains pour arracher le pouvoir des mains des partis et des factions. C'est pourquoi, s'il admettait une certaine souveraineté populaire lorsqu'elle s'exprime directement et dans son ensemble, il refusait l'idée qu'elle pût être morcelée entre les intérêts différents représentés par les partis.

Ce fut une continuelle obsession durant toute sa carrière politique que cette volonté de s'opposer au règne des partis. Il s'agissait de rétablir l'Etat contre eux, et pour ce faire de donner une tête à la république. *« Pour que l'Etat soit, comme il le faut, l'instrument de l'unité française, de l'intérêt supérieur du pays, de la continuité dans l'action nationale, je tenais pour nécessaire que le gouvernement procédât, non point du Parlement, autrement dit des partis, mais au-dessus d'eux, d'une tête directement mandatée par l'ensemble de la nation et mise à même de vouloir, de décider et d'agir. Faute de quoi, la multiplicité des tendances qui nous est propre, en raison de notre individualisme, de notre diversité, des fermentations de divisions que nous ont laissés nos malheurs, réduirait l'Etat à n'être, une fois encore, qu'une scène pour la confrontation d'inconsistantes idéologies, de rivalités fragmentaires, de simulacres, de simulacres d'action intérieure et extérieure sans durée et sans portée. »*

C'est clair et net. L'opinion du général face au débat qui sévit depuis plusieurs mois dans les colonnes du *Monde* sur la constitution, les droits du parlement, le présidentialisme, ne laisse place à aucune équivoque. Le président seul gouverne, lui seul nomme le gouvernement, le parlement étant retranché dans ses tâches législatives où, par la force des choses, il aura beaucoup moins à créer qu'à approuver. Dans

ces conditions, il est impensable qu'il y ait opposition du parlement à la volonté du président, ou que le parlement impose sa propre volonté au président. Il n'est pas concevable que le président soit obligé de se plier aux vœux d'infléchissement de sa politique émis par une coalition où la force d'appoint imposerait ses conceptions.

En clair, pour le général, il serait inconcevable que Pompidou reste président avec un parlement socialo-communiste ou avec une majorité élargie aux réformateurs. Ce serait une trahison de l'Etat et de ses intérêts. Le fait qu'un Pomiatowski se mêle de tendre la main à J.-J. S.-S. et à Lecanuet serait ressenti par lui comme la revanche des partis, des factions qu'il avait chassés du pouvoir.

On comprend ainsi l'amertume d'un Jacques Debu-Bridel ou d'un Philippe de Saint-Robert, des vieux ou jeunes compagnons, de tous ceux qui avaient pris au sérieux le gaullisme. L'espérance n'aurait pas survécu au général. Celui-ci, d'un instinct sûr, n'avait-il pas senti le retour des factions qui ont pris part pour la décadence, soit par vertige devant les failles à franchir pour la conjurer, soit parce qu'en se pénétrant du sentiment qu'on ne saurait l'éviter... ?

Si le régime défaille, la mystique qui le fondait ne peut qu'être bafouée, la France défailte.

On ne s'étonne pas que De Gaulle se soit posé de la manière la plus préoccupante la question de savoir ce qu'il adviendrait du pays quand, avec moi, aura disparu cette sorte de phénomène que représente, à la direction de l'Etat, une autorité effective, légitimée par les événements et confondue avec la foi et l'espérance du peuple français.

✱

De la tentative gaulliste de 1958 était née une réalité politique nouvelle, complexe d'ailleurs, que nous avons toujours réprochée ici, malgré l'appréciation sereline que nous faisons de certaines initiatives véritablement monarchiques. L'Etat gaulliste était à la fois monocratique, démocratique et technocratique. Ce qu'il avait de plus positif émanait d'une tête capable de vouloir, de décider et d'agir.

Cette fonction était assumée par un héros, une sorte de ces aventuriers de l'histoire qui marquent leur temps de façon à la fois fulgurante et éphémère. Ce fut le drame du gaullisme. Il ne pouvait se survivre que par le recours à la continuité monarchique. De Gaulle, prétendant de bons témoins, en fut un moment persuadé. Hélas, il n'y eut pas passage de l'idée à cet acte qui seul aurait été à la dimension de l'histoire, de la tragédie du temps.

Faute de cet acte décisif, l'héritage gaullien est promis à la dérision.

Gérard LECLERC.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau Paris 10^e

premier colloque d'arsenal

Le premier colloque d'Arsenal se réunira pendant les vacances de Pâques, en avril, dans la région grenobloise. Le thème étudié sera l'autogestion. Pour tous renseignements sur le déroulement des travaux et les conditions d'inscription, écrire au directeur de la

Revue, 17, rue des Petits-Champs, 75001 - Paris-1^{er}.

Attention ! Le nombre des places est limité. (Participation aux frais : 26 F par jour et par personne.)

les compagnons

Les deux entretiens que nous présentons cette semaine ont été réalisés avec deux gaulistes. Pourquoi deux entretiens, réunissant des personnalités aussi proches, et ceci quelques jours avant les élections législatives ?

D'abord parce que les réponses de Philippe de Saint-Robert et de Jacques Debu-Bridel n'apporteront certainement pas une seule voix au régime pompidouien que ni l'un ni l'autre ne tiennent en grande estime, c'est le moins qu'on puisse dire. Ensuite et surtout parce que ces deux réponses se complètent, nos deux interlocuteurs ayant su parfaitement rappeler les aspects essentiels du projet politique du gaullisme : l'indépendance nationale et la participation.

Nous avons déjà dit à Philippe de Saint-Robert, au cours de notre débat sur la Répu-

blique et la Monarchie, l'écho favorable que rencontra à la Nouvelle Action Française la politique étrangère du général de Gaulle, et combien nous souhaiterions que les grandes intuitions du gaullisme puissent subsister par-delà la mort de son fondateur, afin que la France soit en mesure de mener un jeu qui lui soit propre.

Quant à Jacques Debu-Bridel, il sait que l'idée de participation est autant maurrassienne que gaullienne, et que nous nous renfermons si nous n'en approuvons pas les principes.

En fait, notre désaccord porte sur la question des moyens. Sans doute le général de Gaulle avait-il, par sa personnalité exceptionnelle, masqué ce problème essentiel. Lui disparu, tout était remis en question : l'indépendance nationale avec la candidature Poher, la participation

entretiens avec jacques debû-bridel

N.A.F. — Ne va-t-on pas vous accuser de changer d'idée en passant dans l'opposition ?

J. D.-B. — Chateaubriand disait, je cite de mémoire : « Les hommes qui recherchent en politique des places et des bénéfices donnent l'impression de toujours rester fidèles à une ligne de conduite, alors que ceux qui défendent des idées ont, au contraire, l'occasion de donner l'impression de beaucoup changer, quand ils restent fidèles à leurs idées et qu'autour d'eux les fonctions varient suivant leur intérêt. »

Tout au long de ma carrière politique, j'ai eu comme impératif catégorique l'intérêt du pays. Je n'en rougis pas. On dit que j'ai beaucoup changé. Je ne le crois pas.

C'est au moment de l'affaire des sanctions contre Mussolini que j'ai été obligé d'ouvrir les yeux. Je me suis rendu compte que de nombreux patriotes de carrière, par intérêt de classe ou par idéologie, avaient abandonné la défense de la nation pour flirter avec des gens qui nous menaçaient.

J'ai cherché ailleurs. Puis vint la Résistance et l'occupation. Ne pouvant supporter de voir une fois de plus la France envahie et avilie, je suis entré dans la Résistance. Je suis devenu gaulliste, mais non « gaullâtre ». Pendant cette période, j'ai constaté que, comme l'écrivait Platon, « ce sont toujours les oligarchies qui trahissent, qui marchent avec le roi de Perse, alors que le fonds populaire est national ». Et le grand drame de ma vie, c'est la rupture qui s'est produite entre De Gaulle et ces forces populaires que représente, qu'on le veuille ou non, le Parti Communiste.

J'ai suivi De Gaulle pendant le R.P.F. et puis lors de la création de la V^e République. Mais au moment des événements de mai 68, je me suis rendu compte que De Gaulle avait perdu la partie en ne sachant pas prendre en main cet immense élan.

N.A.F. — Pourquoi vous présentez-vous aux élections ?

J. D.-B. — Si nous (Vallon et quelques amis) sommes rentrés en lutte à nouveau, c'est pour soutenir la troisième génération gaulliste, celle que représente le F.J.P. Quand on s'engage dans une affaire, je pense qu'il faut y aller à fond. Je suis cependant sans illusion.

Je me présente contre M. Roger Frey. Pourquoi lui ? Parce que c'est un honnête homme ; se présenter contre une canaille est trop facile. Mais aussi, parce qu'il est le type même du conservateur. Il est le représentant de cette droite qui conserve pour conserver, et qui a rallié un homme que nous avons toujours combattu : Pompidou !

N.A.F. — Que représente Pompidou pour vous ?

J. D.-B. — C'est un honnête homme, qui, par ailleurs, a fait une carrière éblouissante. Il a, comme on dit, brulé les étapes. Son grand-père était, je crois, cantonnier, son père instituteur, lui, professeur, puis directeur de cabinet, directeur des affaires Rotschild, enfin Premier Ministre, à la stupéfaction générale... Je crois très sincèrement qu'il pense que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Depuis toujours, l'équipe de *Notre République* a pensé que Pompidou représentait un esprit conservateur, admirateur fervent du capitalisme. Il était, de plus, profondément et de lui-même opposé à la politique sociale dont rêvait De Gaulle.

N.A.F. — C'est-à-dire la participation ?

J. D.-B. — Oui. Mais je dis bien « rêvait ». Car je suis persuadé que le général n'a jamais eu, quant à lui, une vision structurée de l'ordre social auquel nous tendions. Il désirait la participation, car elle devait permettre de mettre fin à la lutte des classes, de supprimer les structures du capitalisme.

Mes amis Capitant et Vallon avaient adopté, presque comme un Coran, le système Loichot. Je n'en ai pas fait une analyse assez approfondie, mais il me semble que c'est une solution valable dans l'abstrait. Ce qui m'a toujours mis en garde contre le fait de considérer le système Loichot comme la base de la participation, c'est que ce système dressait contre lui à la fois les syndicats, en brisant leur contestation, et les capitalistes à qui on disait que dans vingt ans ils ne seraient plus maîtres de leurs entreprises. Empiriquement, c'était maladroit.

Je n'ai pas eu l'occasion de traiter spécialement du sujet avec le général, mais il me dit un jour : « Debu-Bridel, il s'agit de ce que nous avons toujours voulu ensemble, l'association capital-travail. » Il faut vous dire que, dans sa jeunesse et même aux temps du R.P.F., il avait été séduit par Fourier. De Gaulle souhaitait, par respect de la dignité humaine, et pour la bonne marche de la nation, abolir le salariat et le travail en tant que marchandise. Il voulait associer le ouvrier au capital, à la gestion et aux bénéfices de l'entreprise.

N.A.F. — Ne pensez-vous pas que l'arrivée au pouvoir d'un Lecanuet, de plus en plus probable, va ramener la politique étrangère de la France au niveau de celle de la V^e République ?

J. D.-B. — C'est certain. La France ferait, en ce cas, allégeance aux Etats-Unis, soutiendrait inconditionnellement Israël, abandonnerait à l'Allemagne la direction de l'Europe. Il suffit de constater sur le plan monétaire comme les Américains s'en donnent à cœur-joie actuellement sans que le gouvernement réagisse le moins du monde ! C'est la raison pour laquelle le *Front Progressiste* combat le centrisme au même titre que l'U.D.R. Mais une politique de retour au protectorat des Etats-Unis regrouperait tous ceux qui firent échec, hier, à la C.E.D., et je fais confiance à la réaction du bon sens national. Alors sonnera l'heure du salut public !

orphelins

991

avec la victoire de Pompidou, et maintenant les institutions tout entières et de nouveau l'indépendance nationale depuis que se profile l'ombre de M. Lecanuet. Dès lors, comment Philippe de Saint-Robert peut-il affirmer que les institutions actuelles sont nécessaires et utiles, alors qu'elles risquent dans quelques jours de révéler leur fragilité et leur malaisance ?

Qu'elles soient bâties sur le modèle anglais ou sur l'américain, les institutions démocratiques ne peuvent fonctionner sans porter préjudice à la France et aux Français. Il faudrait qu'elles soient construites sur le modèle français — et par conséquent monarchique — pour qu'elles assurent à notre pays son indépendance et la justice sociale à ses habitants.

B. R.

philippe de saint-robert

N.A.F. — Comment voyez-vous l'avenir du pays dans les mois qui viennent ?

P. de S.-R. — Je suis pessimiste parce que je constate que le grignotage de la majorité par la gauche n'amène jamais cette dernière au pouvoir, ce qui serait peut-être une expérience à faire une fois encore pour voir ce qu'elle donne. Ce grignotage, loin d'obliger le gaullisme à se redéfinir, à être plus exigeant vis-à-vis de lui-même, va au contraire le pousser encore un peu plus vers la droite.

N.A.F. — Comme cela s'est produit dans le passé... ?

P. de S.-R. — En effet, ce n'est pas la première fois que cela se produit. Lors des élections législatives de 1968, la majorité dont le peuple français a affligé De Gaulle l'a empêché de réaliser les grandes réformes qu'il sentait nécessaires pour sortir la France de l'impasse.

Un autre exemple concerne le référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Ce fut une catastrophe. Il s'agissait de faire approuver par le peuple français une conception apparemment gaullienne de l'Europe, mais en recourant à un moyen — l'entrée de la Grande-Bretagne — que le Général n'avait cessé de repousser, jugeant que les Anglais n'étaient pas mûrs pour y entrer et ne pouvaient y être qu'un cheval de Troie américain.

Ce référendum a eu pour effet direct le soutien apporté par les « réformateurs » au Président de la République. Lecanuet et J.-J. S.-S. ont fait voter « oui », mais par là même ils ont fait perdre des voix au gaullisme. Car il est finalement prouvé que l'apport du centrisme au gaullisme est insignifiant, alors que ce que le centrisme fait perdre au gaullisme est capital ; ce sont toutes ces voix que De Gaulle était seul capable d'arracher aux partis de gauche traditionnels, et qui tendent à voter à nouveau pour ces derniers.

N.A.F. — Mais y a-t-il une différence entre les hommes de la majorité et les centristes ?

P. de S.-R. — On peut se demander s'il y a une différence entre M. Lecanuet et M. Giscard d'Estaing sur le plan de la doctrine politique. Il s'agit tout au plus d'une différence d'opportunisme, M. Giscard d'Estaing ayant jugé préfé-

nable d'exercer des responsabilités ministérielles depuis dix ans. Nous revenons progressivement au système de la troisième force. Aussi l'élection du Président au suffrage universel, qui avait été voulue par De Gaulle pour que le Président soit indépendant des partis, est progressivement récupérée par les partis.

N.A.F. — Ce système était-il viable ?

P. de S.-R. — Il fut en tout cas très controversé. En 1962, deux hommes en France sont favorables à l'élection du Président de la République au suffrage universel : De Gaulle et le Comte de Paris. L'U.N.R. a suivi, parce qu'elle ne pouvait faire autrement, et tous les autres partis politiques, du P.C. à Paul Reynaud, ont orchestré un cartel des non, parce qu'ils avaient compris que seul ce système pouvait les empêcher de récupérer cette République qui, un instant, leur avait échappé.

Ayant compris que le système était trop populaire pour le détruire, ils essayèrent de le combattre d'une autre manière. Le successeur de Pompidou sera, comme n'importe quel homme politique, un homme investi par les partis.

N.A.F. — N'est-ce pas la mort du gaullisme que vous nous décrivez là ?

P. de S.-R. — Oui et non. De Gaulle est l'expression d'une certaine manière de la France éternelle. Il n'a pu exister que parce que la France existait. Je crois cependant qu'on va assister à une résurrection du gaullisme, autre manière. Les gens au pouvoir montrent qu'ils pratiquent une politique de bloc à l'intérieur du pays. Il y a les Français qui votent à gauche, et « tous les autres ». La majorité continue à se réclamer d'une politique dont elle abandonne tous les principes et toutes les pratiques. On verra bientôt, non sans quelque amusement, des gens qui ont combattu De Gaulle pendant dix ans ressortir le petit livre bleu des « Discours et Messages » pour donner des leçons au pouvoir en place. C'est donc mourir pour revivre.

N.A.F. — Voyez-vous une succession possible au gaullisme ?

P. de S.-R. — De Gaulle a essayé de prévoir sa succession et c'est pourquoi il avait restauré l'élection du Président de la République au suf-

frage universel. Cela ne l'a pas tellement servi lui-même, puisqu'il est sorti diminué du ballottage de 1965. Il avait estimé qu'un homme qui n'avait pas sa dimension personnelle, historique et humaine, pourrait trouver dans le suffrage populaire une assise et une justification de son indépendance. Une institution n'est qu'une chose abstraite, s'il n'y a pas d'hommes pour l'animer. Les institutions que nous avons actuellement sont nécessaires et utiles, parce qu'on ne peut rien faire sans elles.

Et le reproche que je ferais à l'opposition, au fond, n'est pas tellement de préconiser une politique différente, mais de commencer par vouloir détruire les moyens de toute politique.

N.A.F. — Certains partis parlent de De Gaulle comme le fourrier du communisme... ?

P. de S.-R. — Ça ne se commente pas. C'est tellement bête ! La vieille droite a toujours tout fait pour renforcer le communisme, en n'essayant jamais de régler en quoi que ce soit les problèmes sociaux. Les gens qui votent communiste sont des Français comme les autres ; c'est l'un des mérites de De Gaulle de l'avoir fait admettre. Et d'ailleurs ils votent communiste parce que la République conservatrice est au service du patronat et du Comité des Forges.

N.A.F. — Le programme commun serait votre espoir ?

P. de S.-R. — Je me demande par moment s'il ne vaudrait pas mieux que la France fît l'expérience d'une crise institutionnelle et politique grave, car au moins, à ce moment-là, on serait confronté à des problèmes concrets.

Cela dit, je ne mets pas beaucoup d'espoir dans le programme commun. Sur le plan de la politique extérieure, le P.C. et le P.S. sont opposés : M. Marchais est pour le bloc de l'Est et M. Mitterrand est un pro-américain fanatique, un sioniste convaincu et un défenseur de l'Alliance atlantique.

Sur le plan économique, le programme n'est presque qu'un catalogue de promesses mirobolantes, qu'ils ont été incapables de chiffrer. Cependant, il n'y a pas que des choses inexactes dedans. Il est certain que si certaines entreprises étaient nationalisées, elles constitueraient un peu moins des groupes de pression. Après tout, les nationalisations, ce n'est pas choquant pour un gaulliste !

N.A.F. — Mais cela ne résout en aucune façon le problème des finalités de la croissance économique, ni de celles de la société ?

P. de S.-R. — On nous prédit que dans dix ans, la France sera la troisième puissance mondiale. Je m'en réjouis. Mais je dis que cela ne sert à rien si la France est d'ici là dépossédée d'elle-même, si elle devient une société par action dont le siège social sera à Bruxelles, et les détenteurs à New York ou à Londres.

N.A.F. — Alors, élections-trahison ?

P. de S.-R. — Les deux forces symbolisées dans la France de 1968, c'est-à-dire De Gaulle et la jeunesse, ne sont plus représentées dans ces élections.

De Gaulle, d'un côté, avec tout ce qu'il représentait de force historique, d'aspiration pour la France. La jeunesse, de l'autre, qui faisait n'importe quoi, mais au nom d'une revendication très profonde et très belle. Ces deux forces, qui représentaient les seules réalités, se sont malheureusement affrontées. Et depuis, ce sont ceux qui tremblaient pour leurs places et pour leurs voix qui ont pris leur revanche !

De toute manière, il faudra un jour les balancer, car ceux-là ont l'aliénation pour seconde nature. Ou bien la France cessera de devenir ce qu'elle est.

corse : la mer rouge

« Gouvernement Italien : pollution, agressivité, illégalité. Gouvernement français : passivité et complicité coupable. Corse : légitime défense. »

Ce slogan simpliste clamé par tous les Corses résume pourtant bien la situation actuelle. L'île de Beauté est souillée depuis avril 1972 par des déversements de boues rouges, déchets de bloxyde de titane provenant de l'usine Montédison, n° 1 de l'industrie chimique italienne, et située à Scarlino, en Toscane. L'orage menaçait depuis longtemps et les Corses tentèrent de diverses façons d'attirer l'attention de la métropole et du gouvernement français : plastillage du « Corsica Ferry » le 31 janvier, menaces de faire sauter l'usine italienne, manifestation de plusieurs centaines de pêcheurs à Macinaggio le 4 février.

Rien n'y fit. L'Etat français ne réagit que devant la violence des révoltés et les Corses en ont conscience : « Comme cela s'est passé de tout temps et en tout lieu, chaque fois que des mises en garde se sont révélées inopérantes, à la patience ont succédé des réactions de violence. » (1)

Les habitants de l'île ont donc lancé un grand mouvement de protestation, le 17 février, en bloquant leurs ports et en appelant à un rassemblement devant la sous-préfecture de Bastia le même jour. Et si la république se moque éperdument des problèmes de cette province française, elle l'a par contre gratifiée de gardes mobiles qui ont rétabli l'ordre d'une façon expéditive, à grand renfort de grenades lacrymogènes et de coups de crosse...

Ce sont les rouages industriels d'une société que G. Matzneff a qualifiée d'excrémentielle, qui doivent être mis en procès car le déversement effectué par la Montédison est parfaitement légal en vertu de la convention internationale du 13 novembre 1972. La bonne marche de la croissance nécessite bien quelques sacrifices...

L'émoi de la population a été vif à cause du côté spectaculaire de la pollution (les lames de boues rougeâtres). Quant à la nocivité des produits, le docteur Aubert, directeur du C.E.R.B.O.M. (2) a déclaré que « ce rejet constitue une pollution de la mer au sens où l'entend la définition des Nations-Unies » (3), par l'acidité des déchets tuant le plancton et par la perte d'oxygène due à la transformation des sulfates ferreux en sulfates ferriques. Les hommes non plus ne sont pas épargnés, puisque les déchets

contiennent du titane (troubles du foie et du pancréas), et du vanadium (perturbations du système nerveux et du cœur). Sans doute ces éléments sont-ils en quantité infime, mais la menace n'est pas levée car les effets à longue échéance ne sont pas connus.

Le gouvernement français semble peu enclin à régler ce problème. Certes, un spécialiste du ministère des Affaires étrangères s'est entretenu avec les autorités italiennes et l'ambassadeur de France à Rome, M. Lucet, a eu un entretien avec M. Andreotti, Président du Conseil italien. Les résultats sont cependant dérisoires : la zone de rejets a été repoussée à quarante milles des côtes corses (au lieu de vingt milles) et l'immersion des déchets se fera à une plus grande profondeur.

Ce réformisme à la petite semaine ne résoud en aucune façon le problème fondamental, mais spéculer sur le fait que la population se calmera après les élections. Il suffit pour le constater de voir les candidats locaux se jeter au nez les cadavres de poissons et rejeter les responsabilités des violences du 17 février sur la voisine.

Bien entendu, aucune remise en cause du système économique n'a été avancée. Les états-majors sont actuellement bien plus préoccupés par les derniers sondages d'opinion que par le

sort des Corses. Heureusement, ces derniers ont montré qu'ils refusaient de se laisser enfermer dans le cadre politique traditionnel, comme l'ont prouvé les nombreux arrêts de travail (aussi bien dans les usines que dans les lycées), le 22 février.

Et, somme toute, si le gouvernement français montre tant de réticence à régler ce problème, c'est bien parce que la même politique de laisser-faire dans le domaine de la pollution des mers se pratique en France. Le dernier exemple en date est la pollution de la Seine par la Société de Fabrication de Produits Chimiques de Thann et de Mulhouse, qui y déverse quotidiennement 450 tonnes de sulfate de fer... Pourtant un nouveau procédé de dissolution de l'acide sulfurique est en cours d'expérimentation aux Etats-Unis, mais il aura pour corollaire l'augmentation du coût de production de 15 %. La Montédison a au moins le cynisme de prévenir qu'elle ne compte pas l'utiliser !

Les destructions du milieu naturel se font de plus en plus graves et de plus en plus nombreuses. D'ici dix ou quinze ans, il sera trop tard ! Espérons que les Corses, qui ont eu à en subir directement les méfaits, comprendront vite que ce n'est pas le système en place qui résoudra leurs problèmes.

(1) Déclaration de M. Alfonsi, président du parti corse pour le progrès (régionaliste), « Le Monde » du 19 février 1973.

(2) Centre d'Etude et de Recherches de Biologie et d'Océanographie médicale.

(3) Rapport du C.E.R.B.O.M. du 10 janvier.

note de lecture

« TOUT COMMENCE A ALGER 40-44 »
Pierre Ordioni, Stock, 35 F.

De 1940 à 1944, Pierre Ordioni, prisonnier évadé, a dirigé le Cabinet de Pagès, Préfet d'Alger, puis la Délégation d'Algérie sous les gouverneurs Châtel et Peyrouton. C'était peut-être le meilleur poste pour saisir la petite histoire et pour reconstituer l'histoire de ces temps confus.

Ordioni sait démêler toutes les intrigues de ce temps-là. Il a le don d'observation, le talent des portraits qu'il dessine d'une plume acérée et juste, sans dissimuler ses amitiés, ni ses partis-pris, pour ou contre. Parfois ému, comme pour Giraudoux, pour le Général Weygand, pour Lemaigre-Dubreuil, parfois cruel pour Joxe, pour Edgar Faure, pour le Général Catroux dont il rappelle l'amusante définition, « une porcelaine de Chine : très décoré mais ne va pas au feu ».

Bien des légendes se font et se défont sous une plume qui paraît presque toujours impartiale. Grâce à lui, il est possible de mieux comprendre comment les choses se sont faites à Alger et comment De Gaulle, le plus habile et le moins scrupuleux, s'est imposé dans le désordre des doctrines et la confusion des ambitions, en l'absence de celui qui, seul, aux yeux d'Ordioni, pouvait donner à l'histoire un autre cours, le Général Weygand...

Car, curieusement, Pierre Ordioni, monarchiste de tradition, maurassien de formation, ne paraît pas avoir cru aux « chances » du Comte de Paris, après la mort de l'Amiral Darlan. Il se laisse à ce sujet emporter par des considérations et des souvenirs amers, non seulement sur le Prince, mais aussi sur ses propres principes.

G.-P. W.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**



arts : autoportraits de courbet

Une telle exposition, *Autoportraits de Courbet* (1), fournirait sans doute une base très riche à qui voudrait tenter une étude assez rigoureuse des contradictions qui opposent un artiste « démocrate » à une société démocratique. Notre propos cependant se limitera très étroitement à évoquer ici cette exposition aussi piquante qu'intéressante.

La postérité — c'est-à-dire la France et l'univers — dispose de quarante autoportraits de Courbet. « Narcissisme » paraît bien faible en l'occurrence, « obsession » conviendrait mieux. Toutefois, ne boudons pas notre fortune et d'autant moins que ces pièces sont méthodiquement classées. Elles se partagent en trois grandes rubriques :

D'abord ce que nous pourrions nommer le cycle de *l'homme à la ceinture de cuir*, celui de *l'homme blessé* (et tous les documents qui s'y rapportent) ; puis la somme des autoportraits ultérieurs. Une quatrième section autorise une vue plus complète de l'homme et du peintre : *Courbet par ses contemporains*.

Bon peintre certes, doué, actif, mais son art limité ne nous persuade guère qu'il s'agit d'un grand maître. Comme il ne s'encombre jamais de modestie, il fut d'un avis tout contraire. Le caricaturiste Randon lui donnait plaisamment la parole dans le *Journal amusant* du 15 juin 1867 :

« Deux bourgeois de la ville,
Deux notables d'Ornans
D'une façon civile
L'abordent cheminant.
N'êtes-vous point cet homme
De qui l'on parle tant ?
— Oui, c'est moi, mes enfants,
Qui suis Courbet le grand. »

toi qui es d'accord avec nous,
toi qui veux t'engager,
adhère à la n.a.f.

Il est permis de voir en Courbet un fils « spirituel » de Jean-Jacques Rousseau — et non pas seulement parce qu'il refusa de reconnaître son fils naturel — et probablement unique. Cassanese, en chef de la Colonne Vendôme, Courbet n'eut pas de chance dans les dernières années de sa vie puisqu'il dut payer pour la reconstruction du même monument.

(1) Musée du Louvre : Département des Peintures, Aile de Flore. Entrée : Porte Jaujard ; jusqu'au 23 avril 1973.

la statue équestre de louis XV

Le projet le plus précieux et la plus impérieuse recherche de Paul Valéry consistèrent à guetter, puis parfois à saisir et à relater, le phénomène de la création littéraire. Cette entreprise nous a valu des textes d'une rare lucidité : ils portent sur le génie poétique. Avec la présentation au public des dessins qui ont préparé la *Statue Équestre de Louis XV* (1), Maurice Sérullas, Lise Duclaux, pour les dessins, Françoise Baron et Viviane Huchard pour les sculptures, nous donnent une idée très approchée de ce que fut, chez Edme Bouchardon, le génie plastique à l'état naissant.

Succincte et savante, la notice qui émane des Musées Nationaux dit fort bien que :

« (...) D'une minutieuse précision ou d'une monumentalité audacieuse, planches anatomiques de cheval écorché, ou magnifiques études de nus pour le cavalier et les cariatides du piédestal, ces dessins révèlent un esprit curieux et un sens réaliste étonnant chez un artiste qui chercha dans sa sculpture la perfection et la pureté antiques... »

La notice nous rappelle enfin que Bouchardon fut choisi par les édiles parisiens pour être l'auteur de la statue équestre du Roi « destinée à orner la nouvelle place Louis XV créée par Gabriel (...) L'œuvre à laquelle le sculpteur consacra plus de dix ans de sa vie (1748 à 1762), a été détruite à la Révolution avec les autres statues royales de Paris ».

PERCEVAL.

(1) Musée du Louvre : Cabinet des Dessins, Pavillon de Flore (entrée Porte Jaujard) ; jusqu'au 30 avril 1973.

COMITÉ LOUIS XVI

À l'approche du second centenaire de la Révolution Française, il s'est formé, sous la présidence de M. Gabriel Marcel, de l'Institut de France, un Comité pour l'Étude de Louis XVI et de son Procès (C.E.L.P., dont le siège social est 149, rue de Rennes, à Paris 75008).

Étude du procès : en dehors de toute option politique et de tout sentimentalisme, mettre en lumière une bonne fois l'innocence ou la culpabilité de Louis XVI.

Étude de Louis XVI lui-même : il n'y a pas de personnage historique plus mal connu, puisque seulement à travers le témoignage de gens qui se justifiaient à ses dépens, ou qui participaient à la grande opération de propagande commencée contre lui bien avant son avènement.

Le C.E.L.P. s'adresse à tous les curieux d'histoire et révoltés par l'injustice et le mensonge. Il se propose de faire connaître Louis XVI par tous les moyens à sa disposition, et notamment par son bulletin de liaison. Il se propose aussi d'intervenir dans toutes les manifestations culturelles ou autres où il pourra être question de Louis XVI ou de son procès.

Le Comité pour l'Étude de Louis XVI et de son Procès est présidé par M. Gabriel Marcel, de l'Institut. Il a pour vice-président le duc François d'Harcourt, et pour secrétaire-général et trésorier, M. et Mme Girault de Coursac, historiens, spécialistes de Louis XVI (1).

(1) Chez Gallimard, Marie-Antoinette et le Scandale de Guines, et tout récemment, L'Éducation d'un Roi : Louis XVI.

mouvement royaliste

notre imprimerie

Créée il y a quatre mois, notre imprimerie fonctionne. Notre supplément « Spécial-élections » et notre revue *Arsenal* y ont été fabriqués. Il nous faut maintenant en faire une entreprise rentable sur le plan commercial. Nous sommes donc à votre disposition pour tous vos travaux d'impression, à des prix très étudiés.

Quelques renseignements techniques : tirage offset, format maximum 50 x 36.

Aider la N.A.F., c'est aussi lui confier vos travaux d'impression.

◆ Débat sur les élections à R.T.L. le 21 février entre Louis Pauwels, candidat républicain indépendant, Georges Conchon, du « Programme commun », et Gabriel Matzneff. En désaccord avec les deux autres, G. Matzneff montre que les vrais problèmes (politique étrangère, sécurité du pays...) ne sont pas examinés pendant la période électorale. La seule possibilité est celle de Sartre ou celle de la N.A.F. : « élections-trahison ! ». Thème repris le lendemain par Matzneff dans une tribune libre de *Combat*.

◆ Les élèves de l'Ecole des Mines de Nancy avaient organisé, le mercredi 21 février, un débat autour du film de Bobrowski : « Aux urnes citoyens ». Après une projection du film dans la salle du cinéma Le Collège, remplie d'une foule d'étudiants, trois journalistes représentant *l'Humanité*, *L'Est Républicain*

et *La Nouvelle Action française*, tirèrent chacun à leur façon les leçons du film. Très conformiste, le communiste l'Presqu'autant que son confrère lorrain ! Seul Gérard Leclerc dénonça le rôle de l'argent, le magouillage et la trahison des citoyens qu'implique toute élection démocratique. Ce soir-là, un public nombreux et neuf découvrit avec étonnement ce que sont les vraies positions royalistes, révolutionnaires et positives.

◆ Dîner-débat très animé le 17 février à Grenoble : deux suppléants de candidats de la majorité, MM. Echène pour le C.D.P. et Carignon pour l'U.D.R., ainsi que la suppléante du candidat réformateur, Mme Meunier, et le vice-président du Parti Radical. M^{re} Wagner introduit le débat et en tire les conclusions. Il montre, par-delà les querelles et les promesses, le besoin

d'un arbitre et d'un renouvellement. Le résultat des urnes ne peut permettre le premier ni assurer le second.

réunion

AIX-EN-PROVENCE

Jeudi 8 mars à 21 h., conférence de Gérard Leclerc sur le thème : « Elections-trahison ! », Salle de la Mutualité, rue Esparlat.

permanences

HAINAUT

Pour tous renseignements, prendre contact avec M. Régis Coustenoble, résidence du Chemin-Vert, E 144, à Rousies par Maubeuge.

le projet royaliste

4 - quelle contestation ?

Généreux, anarchique et utopique, le mouvement contestataire a eu le mérite de révéler les problèmes fondamentaux de notre société. Mais une critique constructive suppose une appréciation exacte des causes de la crise et la détermination précise des objectifs.

Depuis mai 1968 jusqu'à cette médiocre campagne électorale qui s'achève, le combat politique s'est déroulé sur un terrain nouveau. Effaçant pour un temps les anciens clivages, la contestation a été la maîtresse du jeu : au débat classique sur l'Etat, sa structure et son rôle, a succédé un double mouvement de remise en question. D'une part, la société capitaliste, technicienne et de grande consommation, était dénoncée comme absurde parce que sans finalités, d'autre part la vie quotidienne telle qu'elle se déroule dans les sociétés les plus « avancées » était présentée comme profondément *alléante*.

Obsédée par ses querelles et empêtrée dans ses schémas, la classe politique (sauf à la gauche du Parti Socialiste) n'a pas compris la nouveauté de ce courant contestataire. Dénoncé à droite comme le produit des rêveries de sociologues en mal d'emploi ou comme l'agent d'un complot international, le gauchisme était parallèlement présenté à gauche comme un danger pour l'unité de la classe ouvrière : ne vit-on pas, l'année dernière encore, MM. Marchais et Séguin prendre fait et cause pour M. Pompidou au moment de l'affaire Overney ?

LA MONTEE DES LUTTES

L'hostilité du P.C. et de la C.G.T. à l'égard du gauchisme, jointe à la répression policière et aux matraquages des groupes droitistes, n'a pas empêché la contestation de se répandre comme une trainée de poudre.

Sans doute les analyses des gauchistes n'étaient-elles pas dépourvues de schématisme, de même que leur action était parfois empreinte de romantisme et d'utopie. Ils n'en ont pas moins été les *révélateurs* de la crise profonde que traverse notre société, en même temps que les initiateurs d'actions de type nouveau. Aurlent-ils occupé si longtemps le devant de la scène si, comme veut le croire Louis Pauwels, les gens avaient été heureux ? Bien au contraire, la révolte des gauchistes a rencontré l'écho du mécontentement, l'insatisfaction ou la colère des habitants des villes tentaculaires et des régions moribondes, des consommateurs exploités et des producteurs soumis aux cadences infernales, du *lumpen prolétariat* des immigrés et d'une grande partie de la jeunesse.

Tout à tour, pendant quatre ans, spontanément ou grâce au « révélateur » gauchiste, on a vu apparaître toutes les misères de notre société d'abondance, toute l'absurdité de notre monde rationalisé, toutes les injustices du système. Tout à tour des incendies se sont allumés, sans que jamais l'embrasement ne devienne général. Car les gauchistes ont échoué, malgré leur sens du combat et bien qu'ils aient touché nombre de points sensibles. C'est qu'ils avaient affaire à forte partie, le pays légal ayant su, avant même que ne débute le spectacle électoral, récupérer certains mécontentements et désamorcer certaines révoltes. Aussi peut-on parler aujourd'hui de la fin de l'après-Mai. Une époque se termine :

les problèmes posés par les contestataires n'ont pas été résolus, mais les mouvements gauchistes marquent le pas et le débat politique redevient ce qu'il était : médiocre, ou franchement nul, lorsqu'il porte sur autre chose que le jeu des partis.

Mais les huit mois que nous venons de vivre ne doivent pas faire illusion. L'acuité des problèmes essentiels n'a pas diminué pendant l'entracte électoral, et il est hors de question que les législatives, en elles-mêmes, résolvent quoi que ce soit. Verrons-nous, comme M. Messmer l'a annoncé, un nouveau *Mai*, prémédité ou une fois encore spontané ? Nul ne peut sérieusement le prédire pour l'instant, tant les forces de conservation sont puissantes, tant leurs méthodes de récupération et de répression sont au point. Du moins pouvons-nous tenir pour certain que la contestation, violente ou *rampante*, globale ou sectorielle, ne peut manquer de renaître.

CRITIQUE DE LA CONTESTATION

Mais quelle contestation ? Peut-être, comme par le passé, remettra-t-elle tout en cause, dans sa volonté de détruire tout ce qui existe afin de construire quelque chose de radicalement neuf. Elle deviendrait alors un système opposé à un autre système, s'interdisant par là même toute possibilité de reconstruction, et aboutissant à des contradictions insoutenables. Ne voit-on pas aujourd'hui la contestation de la croissance déboucher sur des rêveries champêtres qui rappellent curieusement celles de l'extrême-droite d'il y a quelques décennies ? De même que l'avortement libre est réclamé à la fois par les théoriciens du racisme « scientifique » et par ceux qui crient *love, love*, sans voir que l'amour qu'ils exaltent est à l'image de la société qu'ils dénoncent : une pure technique, une œuvre sans finalité. Et l'on ne comprend pas très bien qu'un certain gauchisme s'acharne sur la famille, puisqu'une grande partie de la crise de la jeunesse vient de l'éclatement de cette cellule sociale.

Il est évident que nous ne pouvons rejoindre cette contestation-là, qui creuse le lit du totalitarisme et qui est le fait d'une bourgeoisie de gauche faisandée dont l'insondable bêtise n'est plus à démontrer. Ce qui ne signifie pas que nous nous rejetions dans les bras des conservateurs et des amis de l'« ordre ». Il y a une contestation légitime, il existe de saines révoltes que nous ne saurions récuser ou combattre sans renier les idées-mères qui président à notre engagement. Nous ne pouvons assister sans réagir à l'écrasement de l'homme par la société industrielle : travailleur abruti par les cadences, consommateur exploité par la publicité, vacancier incapable d'échapper à l'univers technique qu'il veut fuir, citadin étouffé par l'oxyde de carbone et prisonnier de villas qui ne sont plus à sa mesure, individu isolé et angoissé, l'homme « moderne », n'a, en dehors de la fuite, d'autre choix que la révolte contre la vie qui lui est faite et contre la société qui la lui fait. Comment cette révolte ne serait-elle pas la nôtre ?

LA REVOLUTION ET L'ETAT

Les raisons de la révolte sont claires, et son objectif a été cent fois défini : il s'agit de changer la vie et de transformer une société inhumaine. Cela s'appelle une révolution.

Mais le projet révolutionnaire, tel qu'il nous a été présenté depuis quelques années, nous semble confus ou illusoire. S'agit-il de prêcher la multiplication de « révolutions » individuelles, en espérant qu'ajoutées les unes aux autres elles modifieront progressivement la société ? S'agit-il de susciter ou de radicaliser des révoltes sectorielles dont la conjonction ébranlerait l'ensemble du système ? Sans doute la « réforme intellectuelle et morale de quelques-uns » est-elle indispensable à toute entreprise révolutionnaire. Et il est certain que toute révolte part d'un sentiment de l'inacceptable qui peut être le premier pas vers une remise en cause générale. Mais l'engagement individuel et le spontanéisme ne servent à rien si les objectifs immédiats ne sont pas clairement désignés, si l'on ne sait utiliser les leviers indispensables à tout ébranlement politique, et si l'on ne propose pas un projet de civilisation appelé à remplacer ce que l'on veut détruire.

Or le gauchisme a été incapable de développer un tel projet, de même qu'il n'a pas su définir les objectifs immédiats, ni remonter aux véritables causes de la crise de civilisation. Sans doute son discours a-t-il mis en cause la « société de consommation » et le « capitalisme », ensembles trop vastes et trop complexes pour qu'on puisse les atteindre directement et efficacement, même si l'on subit quotidiennement leur pression. L'Etat, par contre, n'a été ni défini ni mesuré, si ce n'est au moyen de slogans qui s'en prenaient à son caractère « bourgeois ». Donc à une abstraction.

C'est pourtant l'Etat qui est le centre d'impulsion de la société moderne : il légifère sur tout et décide de tout, il diffuse un modèle de croissance et assure sa matérialisation. Il construit des villes, laisse des régions dépérir mais les opprime culturellement et politiquement, il emploie, transporte, loge et « éduque » les citoyens. En un mot, il est devenu totalitaire, ce qui est bien dans la logique de la démocratie.

Ainsi toute contestation est vaine si elle ne s'en prend pas d'abord à l'Etat, non pour le détruire mais pour le réduire et pour le transformer dans ses structures : sans révolution au niveau de l'Etat, pas de projet de civilisation, pas d'autonomie régionale et professionnelle, pas d'indépendance nationale et de liberté personnelle, mais la dictature du *profitariat* et de la technocratie. Analyse ancienne qu'il importait de reprendre en l'appuyant d'exemples nouveaux, conclusions inchangées qu'il s'agissait de faire partager à ceux qui luttent sans bien définir le but ni saisir les moyens. C'est ce que nous avons fait dès la fondation de la *Nouvelle Action française*, tout en commençant à définir, au fil des événements, les règles de notre action.

Bertrand RENOUVIN.

La semaine prochaine : Esquisses d'un bilan.

Vient de paraître :

la n.a.f. et la révolution

brochure à diffuser au maximum autour de vous.

Prix : 1 ex. : franco 3 F
5 ex. : franco 12 F
10 ex. : franco 24 F